



## **CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**Séance du Vendredi 5 Décembre 2025 à 9 H 30**

### Points 1 à 8

L'an DEUX MIL VINGT CINQ, le vendredi 5 décembre à 9 Heures 30, s'est réuni, en visioconférence et en présentiel au Siège de Val de Berry, 14 rue Jean-Jacques Rousseau à Bourges, le Conseil d'Administration.

### **ETAIENT PRESENTS :**

|                     |                                                                                                      |
|---------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Emmanuel RIOTTE     | Président – 3 <sup>ème</sup> Vice-Président du Conseil Départemental<br>Maire de St Amand-Montrond   |
| Bernadette GOIN     | Vice-Présidente – Conseillère Communautaire Agglo<br>Maire de Berry-Bouy                             |
| Béatrice DAMADE     | Membre – 6 <sup>ème</sup> Vice-Présidente du Conseil Départemental<br>Maire de Quantilly             |
| Philippe CHARRETTE  | Membre – 5 <sup>ème</sup> Vice-Président du Conseil Départemental<br>Conseiller Municipal du Subdray |
| Franck MICHOUX      | Membre – Conseiller Départemental<br>Adjoint au Maire de Vierzon 1                                   |
| Hugo LEFELLE        | Membre – Adjoint au Maire de Bourges                                                                 |
| Thierry CHATELIN    | Membre – Personnalité qualifiée                                                                      |
| Laure GUILMET       | Membre – Personnalité qualifiée                                                                      |
| Dominique DHENNE    | Membre – Représentant Action Logement                                                                |
| Nathalie LEMARCHAND | Membre – Représentant Caisse des Dépôts (visio)                                                      |
| Daniel ROBIN        | Membre – Secrétaire National de la Fédération<br>Départementale du Secours Populaire Français        |
| Daniel DERET        | Membre – Président de l'URHAJ Centre Val de Loire                                                    |
| Charles COLLIN      | Membre - Président CAF du Cher<br>Secrétaire de Séance                                               |
| Claude HENRY        | Membre – Représentant des locataires (Indecosa-CGT)                                                  |
| Guy GONZALES        | Membre – Représentant des locataires (Indecosa-CGT)                                                  |
| Denise DURANTON     | Membre – Représentant des locataires (CNL)                                                           |
| Annie VERHOEVEN     | Membre – Représentant des locataires (CLCV)                                                          |
| Rachid BOUADMA      | Membre – Secrétaire Général de l'UD CFDT du Cher                                                     |

### **ETAIENT EXCUSES :**

|                 |                                                                   |
|-----------------|-------------------------------------------------------------------|
| Clarisse DULUC  | Membre – Conseillère Départementale<br>Maire d'Orval              |
| Fabrice CHOLLET | Membre – Conseiller Départemental<br>Maire de St Martin d'Auxigny |

Christine CHEZE-DHO

Membre – Adjointe au Maire de Bourges  
Conseillère Communautaire  
Pouvoir à Hugo LEFELLE

Annette BUREAU

Membre – Adjointe au Maire d'Aubigny Sur Nère  
Pouvoir à Daniel DERET

Auguste DORLEANS

Membre – Représentant Tivoli Initiatives  
Pouvoir à Daniel DERET

Nicolas LEPAIN

Membre – Représentant l'UD CGT du Cher

Nicole MASSICOT

Membre – Présidente de l'UDAF

Pouvoir à Emmanuel RIOTTE

Ghislaine DROUET

Membre – Représentant des locataires (CLCV)

**ASSISTAIENT EGALEMENT A LA SEANCE :**

Michaël DURAND

DDT du Cher

Frédéric DECOIN

Secrétaire du Comité Social et Economique de Val de  
Berry

**PRESENCE DU COMITE DE DIRECTION :**

Benoît LEMAIGRE

Directeur Général

Jean-Luc PINSON

Directeur Général Adjoint – Directeur Financier

Stéphanie JOUVE

Directrice du Développement Humain et Marketing RH

Emilie LARAINÉ

Directrice des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Nathalie CLOUET

Directrice des Politiques Sociales et Contentieuses

Olivier SCHUBNEL

Directeur Technique et Développement

Michaël PHILIBERT

Directeur Commercial et de la Proximité

Nadège BEDU

Assistante du Directeur Général

.....  
La séance est levée à 12 H .

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

=====

Séance du Vendredi 5 Décembre 2025 à 9 H 30

=====

### III – CONVENTION REGLEMENTEE (ARTICLE L 225-38° CODE DU COMMERCE) A – CONVENTION DE MISE A DIPOSITION DU PERSONNEL DE VAL DE BERRY DANS LA SAC

#### 1 - NOUVELLE CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

Val de France est une société anonyme de coordination immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés depuis janvier 2020. Elle est dotée de compétences obligatoires définies à l'article L.423-1-2 du Code de Construction et d'Habitat.

La mise en œuvre de ces compétences est réalisée par la mise en place de projets.  
Un des projets est d'étudier la faisabilité de passage à un nouvel ERP (notre ERP Aareon, commun à tous les OPH de la SAC, nous ayant annoncé la refonte intégrale de son progiciel d'ici 2029) via la SAC.

Pour ce faire, il vous est proposé la mise à disposition de 1 personnel de Val de Berry, le Directeur des Systèmes d'Information, pour 0.40 ETP de son temps. Il interviendra également pour Montluçon Habitat via un contrat de prestation de service entre la SAC et Montluçon Habitat pour 20% de son temps dédié à la SAC.

La mise à disposition prendra effet le 1er février 2026. Sa durée est de 17 mois. Elle pourra être renouvelée.

Vous trouverez le projet de convention de mise à disposition en annexe.

Le CSE a été consulté sur ce point le 2 décembre.

**Je vous demande d'autoriser la signature de cette convention de mise à disposition.**

**VOTE : NOMBRE DE PRESENTS OU REPRESENTES :  
POUR : 20 CONTRE : 0 ABSTENTION : 2**

#### DELIBERATION

Le Conseil d'Administration autorise la signature de cette convention de mise à disposition.

.....  
Le Secrétaire de séance,  
Charles COLLIN

.....  
Le Président,  
Emmanuel RIOTTE



Extrait certifié conforme  
Bourges, le 5 décembre 2025  
Le Directeur Général,

## Convention de mise à disposition

### Entre les soussignés :

#### **L'OPH Val de Berry**

Ci-après désigné « **le Prêteur** »

Dont le siège social est situé 18 rue Jean-Jacques Rousseau, 18 000 Bourges,

SIRET : 271 800 013 000 28

Code NAF : 6820A

Représenté par M. Benoit LEMAIGRE, agissant en qualité de Directeur Général,

D'une part

et

#### **La Société anonyme de coordination Val de France, l'Habitat des Territoires à conseil d'administration**

Ci-après désigné « **l'Utilisateur** »

SIRET : 880 831 714 000 14

Code NAF : 6820A

Représentée par M. Emmanuel Riotte, agissant en qualité de Président Directeur Général,

D'autre part

### IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

#### Article 1 : Objet de la convention

La présente Convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Prêteur met un salarié à disposition de l'Utilisateur, dans le cadre des dispositions de l'article L. 8241-2 du Code du travail.

L'OPH Val de Berry est actionnaire de la Société anonyme de coordination Val de France, l'Habitat des Territoires à conseil d'administration, qui exerce les compétences énumérées à l'article L. 423-1-2 du code de la construction et de l'habitation.

Dans ce cadre, il est nécessaire de mettre en œuvre une mise à disposition de personnel afin de permettre à la Société Val de France, l'Habitat des Territoires d'exercer ses compétences légales.

Par la présente Convention, le Prêteur met à disposition de l'Utilisateur, dans les conditions ci-dessous exposées, Monsieur ... le Directeur des Systèmes d'information, embauché par l'OPH à compter du ...janvier 2026 en tant que Directeur des Systèmes d'Informations, étant précisé qu'il a donné expressément son accord conformément à l'avenant au contrat de travail signé le [date].

Pendant la durée de mise à disposition, le contrat de travail conclu entre le Salarié et le Prêteur ne sera ni suspendu ni rompu.

## **Article 2 : Identité et qualification de la Salariée mise à disposition :**

1. Le Salarié, ..., a donné son accord à la présente convention dans son contrat de travail à durée indéterminée en date du .. Janvier 2026.

Qualification : Directeur des Systèmes d'Informations

2. Monsieur , ayant donné son accord, qui a été matérialisé par son contrat de travail, est mis par Val de Berry le Prêteur, à la disposition de Val de France l'Utilisateur pour y exercer les fonctions de Directeur des Systèmes d'Informations.

Sous réserve d'évolution de ses fonctions le Salarié sera chargé des Missions principales suivantes ;

La mise en œuvre des compétences de Val de France est réalisée par la mise en place de projets. Un des projets est d'étudier la faisabilité de passage à un nouvel ERP (notre ERP Aareon, commun à tous les OPH de la SAC, nous ayant annoncé la refonte intégrale de son progiciel d'ici 2029) via la SAC et une fois validé par les instances, de déployer le nouvel ERP.

Il interviendra également pour Montluçon Habitat via un contrat de prestation de service entre la SAC et Montluçon Habitat pour 20% de son temps dédié à la SAC pour épauler la Direction des systèmes d'information sur ces missions quotidiennes.

Le poste occupé par le salarié ne figure pas sur la liste des postes présentant des risques particuliers pour la santé ou la sécurité des salariés mentionnée au second alinéa de l'article L. 4154-2 du code du travail.

## **Article 3 : Durée de la mise à disposition**

3.1. La mise à disposition prendra effet le 01 février 2026. Sa durée est de 17 mois. Elle pourra être renouvelée.

3.2. Le Prêteur conservera pendant la durée de la mise à disposition le pouvoir disciplinaire inhérent à sa qualité d'employeur.

Lors des périodes de mise à disposition, l'Utilisateur sera responsable des conditions d'exécution du travail (notamment durée du travail, repos hebdomadaire, jours fériés, hygiène et sécurité) et notera sur son registre du personnel les coordonnées de la Salariée mise à disposition.

3.3. La présente convention sera automatiquement renouvelée à l'échéance, le cas échéant, sous réserve de l'accord de le Salarié formalisé par avenant et sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties par courrier recommandé avec accusé de réception adressé au minimum trois mois avant l'échéance.

3.4. La présente convention pourra s'achever avant le terme fixé au 3.1. dans les cas suivants :

- En cours de période probatoire dans les conditions visées à l'article 4 ci-dessous ;
- En cas de non-respect par l'une des deux parties signataires des obligations fixées à la présente convention. La partie constatant ce non-respect devra, préalablement, mettre en demeure l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception de régulariser la situation ;
- En cas de commun accord des parties signataires de la présente convention ;

- En cas de rupture du contrat de travail du Salarié, que celle-ci résulte de son initiative ou du Prêteur. La présente convention cessera alors à la fin du préavis résultant du mode de rupture du contrat de travail.

La rupture de la présente convention entraîne celle de l'avenant au contrat de travail conclu entre le Prêteur et le Salarié dans le cadre de cette mise à disposition.

#### **Article 4 : Période probatoire**

La présente mise à disposition est soumise à une période probatoire d'une durée de 1 mois.

Pendant cette période, il peut être mis fin à la mise à disposition à la demande du salarié, de l'Utilisateur ou du Prêteur.

Le Salarié sera alors replacé au poste qu'il occupait avant la mise à disposition sans aucune conséquence sur son contrat de travail.

#### **Article 5 : Conditions de la mise à disposition**

Le Salarié effectuera pour le compte l'Utilisateur une durée de travail à hauteur de 40% de son temps de travail.

La mise à disposition du Salarié sera partielle et s'effectuera à hauteur de 40 % de son temps de travail effectif auprès du Prêteur.

En conséquence, le Prêteur s'engage à adapter la charge de travail confiée au Salarié mis à disposition, afin que ce dernier puisse parallèlement exercer ses nouvelles missions dans l'entreprise Utilisatrice, sans surcharge de travail.

#### **Article 6 : Rémunération et facturation**

**6.1.** La rémunération des périodes travaillées au sein l'Utilisateur sera versée par le Prêteur à la Salariée aux échéances normales, compte tenu du fait que le DSI restera salarié du Prêteur pendant la période de mise à disposition.

Le Salarié continuera de bénéficier de l'intégralité des avantages salariaux légaux, conventionnels ou autres dont il jouit auprès du Prêteur.

**6.2.** Pendant toute la durée de la présente convention, l'Utilisateur remboursera au Prêteur le strict montant des salaires et charges sociales afférents au travail réalisé par le Salarié au sein l'Utilisateur, et ce tant pour leurs montants actuels que futurs (notamment en cas d'augmentation de la rémunération brute ou d'éléments de rémunération exceptionnels).

A ce titre, la facturation de l'opération de mise à disposition devra couvrir :

- les salaires versés pour le temps de travail effectué (y compris pour les périodes de congés payés et les rémunérations versées en cas de suspension du contrat de travail), primes et avantages divers ;
- les charges sociales y afférentes ;
- les remboursements de frais professionnels raisonnablement engagés par la Salariée dans l'exercice de sa mission après présentation des justificatifs afférents ;
- les taxes dues selon les règles fiscales en vigueur.

Le Prêteur ne sera autorisé à effectuer aucun bénéfice dans le cadre de la présente mise à disposition.

L'Utilisateur paiera le montant de la facturation chaque trimestre, au plus tard un mois après l'émission de la facture.

Le montant afférent à ces divers éléments est susceptible d'évoluer en fonction notamment des dispositions légales et/ou conventionnelles, des augmentations décidées au sein de l'entreprise prêteuse, des modifications des taux des contributions ou cotisations.

L'Utilisateur s'engage à fournir chaque trimestre au Prêteur toutes les informations nécessaires pour procéder au calcul de salaire (durée de travail, absence, justificatifs de frais professionnels, etc.).

#### **Article 7 : Maintien du lien de subordination**

Le lien de subordination étant maintenu exclusivement entre le Prêteur et le Salarié, le Prêteur continuera d'exercer une autorité hiérarchique sur le Salarié pendant la mise à disposition.

L'Utilisateur exercera sur le Salarié mis à disposition une simple autorité fonctionnelle, nécessaire à la bonne exécution de la mission.

L'Utilisateur sera responsable pendant la durée de la mise à disposition, des conditions d'exécution du travail du Salarié, notamment de la durée du travail, de l'hygiène et de la sécurité, le travail de nuit, jours fériés et repos hebdomadaire.

L'Utilisateur est responsable de la fourniture au Salarié des équipements de protection individuelle, lorsqu'ils existent.

#### **Article 8 : Gestion des congés**

Le Salarié soumettra sa demande de congés à l'accord préalable de son responsable hiérarchique au sein du Prêteur conformément aux dispositions prévues dans l'accord gestion du temps de l'entreprise prêteuse.

La date à laquelle seront pris les congés sera déterminée par accord entre le Prêteur et le Salarié, après concertation avec l'Utilisateur, en fonction des souhaits du Salarié et des besoins de l'activité objet de la mise à disposition.

**Article 9 : Dispositions diverses**

En cas d'accident du travail, la déclaration incombera au Prêteur, l'Utilisateur étant alors tenue de prévenir le Prêteur au plus tard dans les 24 heures qui suivent l'accident.

Fait à Bourges,  
Le .. janvier 2026,

En double exemplaire, dont un pour chacune des parties.

**Pour le Prêteur \***

**Pour l'Utilisateur \***

**Benoit LEMAIGRE**

**Directeur Général  
Val de Berry**

**Emmanuel RIOTTE**

**Président Directeur Général  
Val de France l'Habitat  
des Territoires**

(\* Signatures précédées de la mention manuscrite "lu et approuvé")